

Nogaro – Contre l’expulsion des enfants scolarisés de migrants sans papiers

Une manif devant la cité scolaire



Nogaro – Contre l’expulsion des enfants scolarisés de migrants sans papiers

Mercredi 28 mars 2018, « un collectif de parents, enseignants, syndicats, lycéens, associations et citoyens » (1) appelait à manifester devant la cité scolaire d’Artagnan pour s’opposer aux expulsions d’écoliers, de collégiens et de lycéens, qui, d’après lui, sont à craindre, car leurs parents sont déjà ou vont bientôt se retrouver sans papiers. Une cinquantaine de manifestants s’étaient déplacés, dont le maire de Nogaro, Christian Peyret, le maire de Caupenne-d’Armagnac, Patrick Guichebarou, le maire de Lanne-Soubiran, Yves Imbert.

« Ils restent ici ! »

Pour Sabine Soudin, enseignante à la cité scolaire et membre du syndicat Sud Éducation, « pour nous tous (...), les « clandestins », les « sans papiers » sont avant tout les élèves qu’on a en classe, les copains et les copines de vos enfants ».

L’enseignante souligne que la situation instable de ces enfants les maintient dans une insécurité constante incompatible avec leur travail scolaire et les missions des enseignants. Elle conclut : « Elles et ils vivent ici, elles et ils étudient ici, elles et ils restent ici ! ». Sabine Soudin ajoute que d’autres manif ont déjà eu lieu dans des villes du Gers.

Le mouvement dans le Gers

Selon Sabine Soudin, une cinquantaine de jeunes seraient concernés dans le Gers. Mais elle ne veut pas indiquer le nombre d’enfants, en classe à Nogaro, qui pourraient être expulsés : c’est le principe de l’expulsion qui est visé par la manif, non des cas particuliers. Noter que, selon nos renseignements, un enfant serait concerné.

Plusieurs manifestants à Nogaro arboraient un carton « Pas touche à nos élèves ! » avec l’adresse Internet du « Réseau éducation sans frontières 32 » (RESF32) (2). Contactée, Fabienne Vayrette, professeur des écoles et membre de RESF32, explique qu’une réunion des « États Généraux des migrations » devait avoir lieu le même jour (28 mars) à Auch avec l’avocate Selvinah Pather. Avec un double objectif : affirmer le caractère inacceptable du projet de loi « immigration », sur lequel, selon elle, le gouvernement n’aurait pas voulu discuter, et développer le réseau RESF. Ces États Généraux ont été lancés en juin 2017 par 470 collectifs et associations.

(1) (<https://www.facebook.com/resf32>). (2) (http://www.educationsansfrontieres.org:8080/?page=contacts&id_rubrique=407)



On déplie la banderole



La banderole est accrochée à la clôture de la cité scolaire



Une partie des manifestants



Une autre partie des manifestants



Sabine Soudin parle



Sabine Soudin et une dame avec slogan du RESF32



Gros plan sur le centre de la manif